

Tribune libre

Les deux Corées : dernier héritage de la guerre froide

Emmanuel MBA ALLO
Libreville/Gabon

LA division de la Corée constitue le dernier héritage de la guerre froide et génère une situation géopolitique potentiellement explosive.

Les Coréens disent de leur pays qu'il est « une crevette parmi les baleines ». Depuis toujours, la Corée a été l'enjeu des luttes territoriales entre le Japon et la Chine sous la dynastie mandchoue des Qing, voire la Russie, pour posséder cette péninsule qui est une place stratégique en Asie du Nord-Est. Les Japonais occupèrent la péninsule de 1905 à 1945, année de leur capitulation puis les Coréens furent occupés par les Américains et les Soviétiques.

Comme en Allemagne, la division initialement prévue de façon provisoire va devenir durable. Chacun installe un régime qu'il contrôle. Durant la seconde moitié du XXe siècle, la Corée fut l'un des théâtres de la guerre froide et au début des années 1950, celui d'une terrible guerre. C'est le conflit le plus sanglant de la guerre froide : plus de 4 millions de morts. L'armistice du 27 juillet 1953 qui mit fin aux hostilités de la guerre de Corée ne fut jamais suivi d'un traité de paix, depuis soixante cinq ans, il a scellé la division de la péninsule qui est toujours théoriquement en état de guerre.

L'année 2018 marque le 70e anniversaire de la création de deux États distincts en Corée. La République de Corée fut proclamée le 15 août 1948 et quelques semaines plus tard, le 9 septembre 1948 était proclamée au nord la République Populaire de Corée (RPDC). Après des décennies de tensions, les

dirigeants tant au Nord qu'au Sud, avaient tenté de faire en sorte que leurs deux peuples s'acheminent vers une ère de stabilité et de paix. Le premier sommet inter coréen entre le président sud coréen Kim Dae-jung et le numéro un nord-coréen Kim Jong-Il s'est tenu à Pyongyang en juin 2000.

Le deuxième Sommet inter-coréen, tenu en octobre 2007 toujours à Pyongyang, s'était terminé par la signature, par le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Il et son homologue sud-coréen Roh Moo-hyun, d'un document appelé « Déclaration sur le progrès des relations nord-sud de la paix et de la prospérité ». Cette déclaration entérinait la politique du « Rayon de soleil » de Kim Dae-Jung et celle de « Paix et de prospérité » de Roh Moo-hyun qui s'étaient concrétisés par la création de la Zone économique spéciale de Kaesong et la Zone touristique du Mont Kumgang ainsi que par diverses réalisations infrastructurelles (routes, chemin de fer), sur les côtes à l'ouest et à l'est de la péninsule, de la Corée du Sud à la Corée du Nord en traversant la Zone démilitarisée.

ERE DE DETENTE. Toutes les décisions prises lors du premier et du deuxième sommet inter-coréen sont les fruits d'une ère de détente qui donnent le sentiment que les deux Corées s'acheminaient vers un rapprochement que rien ne saurait arrêter. Ces tentatives de rapprochement avaient soit échoué, soit débouché sur des impasses. Le troisième sommet inter-coréen, onze ans après le deuxième, entre le président sud-coréen, Moon Jae-In, et le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un, prévu hier, vendredi 27 avril 2018, à

Panmunjom, village situé dans la Zone Démilitarisée (DMZ), est une étape déterminante. Elle indique qu'à la faveur de la « trêve » des Jeux olympiques d'hiver de Pyeongchang se met en place un véritable processus de détente entre les deux Corées, assorti d'une éventuelle reprise des négociations entre Pyongyang et Washington. Le contexte est favorable. La Corée du Nord a déjà réalisé avec succès au moins trois tirs de missiles intercontinentaux et procédé à six essais nucléaires. Devenu désormais un État puissant, le pays doit « maintenant se concentrer sur le développement de l'économie socialiste », a dit le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un lors d'une réunion du Comité central du Parti des travailleurs de Corée.

En annonçant la fin des essais nucléaires et des tests de missiles intercontinentaux ainsi que la fermeture de son site des essais atomiques, le numéro un nord-coréen est disposé à la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Un geste salué par la communauté internationale.

Le retour « dans la boucle » de la Chine soulage la Corée du Sud pour laquelle il est impératif que les puissances régionales donnent une caution multilatérale aux engagements afin de ne pas se retrouver seule en première ligne. Conforté par l'aval chinois et russe aux pourparlers qui s'annoncent, le président sud-coréen Moon Jae-in poursuit son action médiatrice dans la préparation de la rencontre entre Kim Jong-Un et Donald Trump dont le sommet inter-coréen d'hier aura été en quelque sorte le « lever de rideau » en permettant de baliser le champ de la négociation sur la question nucléaire.

MOTIVATIONS. A l'heure du troisième sommet inter coréen et en prévision du sommet historique Donald Trump - Kim Jong-Un, il est légitime de se rappeler les raisons pour lesquelles la Corée du Nord veut l'arme nucléaire.

De mes différents entretiens avec les hauts dirigeants nord-coréens durant ma mission, j'ai retenu trois motivations principales. Primo, la peur d'une attaque américaine. Deusio, la crainte que leurs deux principaux alliés, la Chine et la Russie les abandonnent. Tertio, la survie du régime. Pour ce qui est de la menace américaine, Kim Il-Sung, fondateur du régime nord-coréen était persuadé, dès la fin de la guerre de Corée, que le nucléaire serait le seul moyen efficace de dissuasion contre toute attaque, d'où qu'elle vienne.

Il faut se souvenir que pendant la guerre de Corée (1950-1953) les généraux américains Douglas Mac Arthur, Matthew Ridgway et Stratemeyer, commandant les forces des Nations unies en Corée, ainsi que le président américain Harry Truman avaient préconisé l'utilisation de bombes atomiques contre les troupes nord-coréennes et chinoises. Plus tard, le président américain Dwight Eisenhower y avait pensé aussi.

Dès lors, il ne fait aucun doute que, dès la fin de la guerre de Corée, et surtout depuis la chute du mur de Berlin qui a entraîné la disparition des régimes communistes en Europe de l'Est et en URSS, avec pour conséquence le quasi-abandon de Pyongyang par Moscou aux plans de l'économie et de la défense, la Corée du Nord se sent de plus en plus isolée. Et l'atome est l'arme de dissuasion face aux forces étrangères hostiles, au



Photo : Dr/ L'Union

premier rang desquelles les Etats-Unis. Les Nord-Coréens se méfient de Washington, car ils disent qu'une fraction importante de l'administration et du Congrès américains souhaite la chute du régime de Pyongyang.

Il semble de plus en plus clair que les dirigeants nord-coréens estiment que les armes atomiques sont cruciales à la survie politique et militaire du régime. Ils sont persuadés que Saddam Hussein et Mouammar Kadhafi durent leur défaite au fait qu'ils ne possédaient pas l'arme nucléaire.

Les Américains demeurent les seuls véritables interlocuteurs des Nord-coréens. Les seuls à pouvoir offrir au régime de Pyongyang ce qui l'intéresse vraiment : un pacte de non agression, voire un traité de paix. De fait, le cœur du litige du nucléaire nord-coréen réside dans l'insistance des Etats-Unis sur le principe de « la dénucléarisation d'abord, la paix après », alors que la Corée du Nord insiste sur le principe « la paix d'abord, la dénucléarisation après ». Ces différences de priorité montrent clairement les intérêts stratégiques respectifs des deux parties.

*** Ancien ambassadeur du Gabon près la République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord).**

L'Afrique en bref

• **Cameroun/Troubles.** Appel à l'église catholique

L'Eglise catholique devrait jouer un rôle de médiateur dans la crise qui touche les deux régions anglophones du Cameroun, estime le centre d'analyses géopolitiques International Crisis Group dans un rapport jeudi.

• **Madagascar/Politique.** Discussions pouvoir-opposition



Photo : AFP/ L'Union

Le parti au pouvoir à Madagascar et l'opposition qui exige, dans la rue, le départ du président Hery Rajaonarimampianina ont entamé des discussions pour tenter de trouver une issue à la crise politique qui secoue le pays depuis une semaine et a causé la mort de deux manifestants.

• **Mali/Jihadistes.** Trois "terroristes neutralisés" dans la région de Tombouctou

Un "accrochage" au Mali, le 21 avril dans la région de Tombouctou, entre des soldats français de la force Barkhane et des membres d'un groupe armé jihadiste, a conduit "à la neutralisation de trois terroristes" présumés, a indiqué jeudi à Paris un porte-parole de l'état-major de l'armée française.

• **RDCongo/Droits.** Les militaires en accusation
Les militaires de l'armée congolaise sont accusés, pour le cinquième mois consécutif, d'être les premiers responsables de violations des droits de l'homme dans les zones de conflit en RDC, selon un rapport du Bureau conjoint l'Onu aux droits de l'Homme dans ce pays.

• **Rwanda/Génocide.** Mise au jour de quatre charniers avec 200 dépouilles

Au moins 200 dépouilles ont été retrouvées dans quatre charniers datant du génocide commis au Rwanda en 1994 et découverts dans un village situé à l'extérieur de Kigali, a-t-on appris jeudi auprès du directeur du mémorial du génocide rwandais.

• **Sierra Leone/Politique.** La présidence du Parlement au parti présidentiel

La formation du président sierra-léonais, Julius Maada Bio, a remporté mercredi la présidence et la vice-présidence du Parlement, malgré les protestations des députés de l'ex-parti au pouvoir, qui disposent d'une majorité relative à l'Assemblée.

Nigeria/Justice

Nouvelles charges contre un leader chiite emprisonné

AFP
Lagos/Nigeria

UN leader religieux chiite emprisonné depuis plus de deux ans au Nigeria devra répondre de nouveaux chefs d'accusation devant la justice, notamment d'homicide volontaire, en relation avec des affrontements meurtriers qui avaient opposé ses par-

tisans à l'armée en 2015. Ibrahim Zakzaky, chef du Mouvement islamique du Nigeria (IMN), avait été arrêté en décembre 2015 après les violences qui avaient secoué la ville de Zaria (Etat de Kaduna, nord). Il est toujours en détention, malgré la décision de justice ordonnant sa libération.

Il est désormais poursuivi par l'Etat, avec trois autres dirigeants de l'IMN, pour

huit nouveaux chefs d'accusations selon l'acte d'accusation déposé le 18 avril devant la Haute Cour de justice locale de Kaduna, auquel l'AFP a eu accès.

Outre le crime d'homicide volontaire, passible de la peine de mort, M. Zakzaky, 64 ans, est accusé d'attroupement illégal et de trouble à l'ordre public.

Selon l'accusation, ses partisans, armés de pistolets,

de haches et de machettes, ont notamment tué un soldat.

Ces accusations sont "absurdes", a réagi hier le porte-parole de l'IMN, Abdullahi Yola, joint au téléphone par l'AFP. "Comment arrivent ces nouvelles accusations alors que le cheikh est détenu illégalement depuis deux ans et demi ?"

Fin 2016, un tribunal fédéral avait jugé la détention du leader chiite illégale et

ordonné sa libération. Mais cette décision n'a jamais été exécutée par les autorités nigérianes.

Ibrahim Zakzaky et l'IMN souhaitent établir un Etat islamique chiite à l'iranienne dans un pays où les sunnites sont majoritaires chez les musulmans et ils ne reconnaissent pas l'autorité d'Abuja.